

# L'IRAN

**Après un an d'un mouvement populaire sans précédent, en janvier le peuple iranien obtenait une première victoire, le départ du Shah. Le régime ne tenait désormais plus qu'avec le seul soutien de l'armée dans laquelle les contradictions devaient aboutir au déclenchement de l'insurrection armée. La lutte armée a provoqué la chute du régime et coupé la voie au compromis, montrant ainsi le caractère inévitable de l'affrontement et modifiant les plans de Khomeiny qui prévoyait une passation de pouvoir en douceur.**

Mais bien vite, l'opposition religieuse, qui n'avait pas perdu le contrôle du mouvement a mis en place les organes du nouveau pouvoir. Conseil révolutionnaire et ministres du gouvernement ont été nommés par elle, reflétant une certaine ouverture vers le Front National, seul capable de fournir beaucoup de cadres au nouveau régime. Mais de par leur rôle actif dans le déclenchement et dans le déroulement de l'insurrection armée, les révolutionnaires ont étendu leur influence dans le mouvement populaire, se faisant l'écho des interrogations qui se posent dans les masses sur les transformations à apporter à la société. Les questions n'ont pas manqué de surgir sur la participation des travailleurs dans les organes du nouveau pouvoir. N'allaient-ils pas voir leur lutte confisquée au profit d'un simple changement de régime ? Les inquiétudes manifestées par les travailleurs concernent également la manière dont est menée l'épuration dans l'appareil d'État, en particulier dans l'armée où elle se limite actuellement à l'exécution de quelques généraux parmi des centaines d'officiers nommés par le Shah. Si la reprise du travail s'est, dans l'ensemble, effectuée normalement, une frange non négligeable de travailleurs réclame l'épuration complète de l'appareil d'État. Cinquante pour cent des soldats n'avaient pas regagné leur caserne à la mi-février et refusaient de remettre l'uniforme tant qu'ils seraient commandés par les mêmes officiers que sous le Shah ; nombreux sont ceux qui se prononcent pour la création d'une armée populaire. La tâche s'avère ardue pour le nouveau régime qui ne peut se

contenter d'ignorer les revendications populaires. Si la nouvelle constitution promise garantit les principes d'une démocratie bourgeoise, les nouvelles orientations en matière économique sont moins claires ; il est question de procéder à des nationalisations supplémentaires et de supprimer les droits accordés par la Compagnie Nationale des Pétroles iraniens aux compagnies étrangères ; l'État-renégocierait également les contrats commerciaux signés en particulier avec les Américains. Une plus grande intervention de l'État dans l'économie est donc envisagée, de même que la pénétration des capitaux étrangers serait soumise à un plus grand contrôle de l'État. Mais l'ampleur des transformations économiques dépendra de la capacité du nouveau régime à lutter contre la domination de l'impérialisme.

Après avoir subi un recul sérieux, l'impérialisme américain s'efforce de maintenir sa présence en Iran, reconnaissant immédiatement le nouveau gouvernement ; il devra désormais compter sans un de ses plus fidèles alliés dans la région. Quant au social-impérialisme soviétique, qui a un certain nombre d'intérêts économiques en Iran, il voit d'un œil favorable le recul de l'impérialisme US dont il rêve de prendre la place. Si la domination de l'impérialisme US a largement été démasquée, le social-impérialisme a gardé pour sa part son potentiel d'intervention au Kurdistan et en Azerbaïdjan pour favoriser sa pénétration en Iran.

---

## UN ENJEU POUR LES SUPERPUISSANCES

---

L'Iran a connu des transformations importantes durant ces trente dernières années. Après avoir été sous la domination de l'impérialisme britannique depuis les premières exploitations pétrolières jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, il devait tomber par la suite sous la coupe de l'impérialisme américain qui ne peut actuel-

lement se résoudre à renoncer à ses intérêts en Iran. Quatrième producteur et deuxième exportateur mondial de pétrole, l'Iran constitue un enjeu particulièrement important pour les deux superpuissances. La position stratégique de ce pays, situé à la limite de trois continents, partageant 2 000 kilomètres de frontières avec l'URSS et contrôlant tout le pétrole produit dans le golfe arabo-persique et les matières premières destinées à l'Europe, attise la convoitise de l'impérialisme, et particulièrement des deux superpuissances qui rivalisent pour obtenir l'hégémonie mondiale.

## L'impérialisme américain

L'impérialisme américain utilise l'emplacement stratégique de l'Iran dans son propre système de défense au niveau mondial. Il s'appuie sur les besoins de l'Iran, de se doter des moyens de défense correspondant à sa situation géographique, pour lui fournir à grands frais d'énormes moyens militaires. L'Iran consacre le quart de son budget aux dépenses militaires, soit 14 % de son produit national brut. Pour la seule année 1976, l'Iran a acheté aux États-Unis pour plus de cinq milliards de dollars d'armement, dont une partie ne peut fonctionner sans les experts militaires américains. Début 1977, le journal iranien *Kayhan* indiquait : « *Le libre passage à travers le détroit d'Ormuz et la sécurité de la navigation dans l'Océan Indien sont tout aussi importants pour l'Ouest que pour l'Iran.* » Cette réalité, de même que la nécessité de maintenir en permanence des forces minimales de dissuasion à la frontière de l'URSS, ont été largement utilisées par les États-Unis pour placer l'armée iranienne sous son contrôle. Entraînée dans ses centres d'instruction, encadrée par 40 000 conseillers militaires américains présents en Iran, et largement dépendante des fournitures américaines, l'armée iranienne est ainsi devenue un instrument indispensable du dispositif de défense américain dans le monde. A la fin des années 1960, l'impérialisme américain, qui rencontra de graves difficultés face aux peuples d'Indochine, fut

amené à redéfinir sa tactique au niveau mondial. Il opta pour déléguer aux « *pays amis* » la charge d'assumer leur propre défense. Ce projet, connu sous le nom de « *doctrine Nixon* » dont la « *vietnamisation* » fut un échec, consistait pour les États-Unis à fournir à tout gouvernement allié des moyens militaires suffisants pour assurer sa défense vis-à-vis d'un ennemi extérieur, comme d'un « *ennemi intérieur* », sans que les troupes américaines aient à intervenir directement. Ces moyens ont été largement utilisés pour réprimer tout mouvement populaire comme l'armée du Shah l'a prouvé. Pour se rendre « *crédible* » au niveau régional, comme au niveau mondial, une telle armée devait se livrer à une certaine « *démonstration de force* », bien que la détention d'un tel arsenal militaire constitue déjà une dissuasion en soi.

En 1971, à la veille du retrait britannique du golfe arabo-persique, l'Iran occupa trois îles stratégiques appartenant aux émirats. Ces îles contrôlent le détroit d'Ormuz, par où les pétroliers du golfe et les importations iraniennes font route.

Depuis 1973, l'armée iranienne est présente aux côtés des troupes du sultan d'Oman, pour combattre le Front populaire de libération d'Oman, qui a déclenché en 1965 une lutte armée au Dhoffar. Cette dernière intervention sert de terrain de manœuvre à la puissante armée iranienne et constitue une démonstration de force visant à in-

timider les autres pays de la région. Par son immense potentiel économique et son armée puissante, l'Iran s'est hissé au rang d'une puissance régionale qui, tout en servant de relais à l'impérialisme américain, a cherché et est parvenu à développer ses propres intérêts dans le golfe et également — dans une moindre mesure — à l'entrée de l'Océan Indien (Inde, Pakistan)\*. L'Iran vient de prendre la décision de quitter le CENTO (version orientale de l'OTAN). Appelée également Pacte de Bagdad, cette alliance militaire réunissait l'Iran, la Turquie, le Pakistan, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Face à la menace soviétique dans l'Océan Indien, l'Iran a construit une base aéronavale, à Shah

Bahar, à la frontière irano-pakistanaise, amenée à devenir la base militaire la plus importante de l'Océan Indien. Les navires iraniens ont commencé à patrouiller le long de la route du pétrole : côtes arabes et africaines, jusqu'à l'île Maurice, où l'Iran aurait acquis des facilités portuaires, ainsi qu'au Cap (l'Iran était jusqu'à une date récente le principal fournisseur de pétrole de l'Afrique du Sud, pays avec lequel il entretenait d'excellentes relations).

## Les visées soviétiques

Dans la dernière décennie, l'Union soviétique a considérablement accru son influence dans la région. L'Afghanistan, le Yémen du Sud, l'Éthiopie sont tour à tour devenus des appuis sûrs pour l'Union soviétique. D'autre part, depuis 1968, l'URSS, développant considérablement sa flotte de guerre, a fait son apparition dans l'Océan Indien, où elle dispose maintenant de bases et d'installations portuaires ; sa flotte mouille à Vizagapatam (Inde), Umm Qasr (Irak), et à Aden (Yémen du Sud).

Si la classe au pouvoir en Iran a renforcé son potentiel de défense face au danger social-impérialiste, qui menace le pays, cela ne l'a pas empêché de signer avec l'URSS des contrats très importants, sur la vente de gaz naturel iranien et l'achat d'armement. Mais l'URSS réclamait des concessions toujours plus grandes, poursuivant le dessein de prendre la place de l'impérialisme américain. L'URSS a ainsi profité de la nécessité pour l'Iran de diversifier ses fournisseurs et de ses tentatives d'échapper à l'impérialisme US.

Depuis l'apparition de l'URSS en

\* Au Moyen-Orient, l'Iran a établi des relations diplomatiques et économiques avec Israël et a continué jusqu'au départ du Shah à lui fournir du pétrole malgré l'isolement à l'échelle internationale de l'État sioniste. Cette collaboration avec Israël a touché également le domaine militaire, d'où la tension entre l'Iran et les pays arabes, malgré la réconciliation avec l'Irak en 1975.

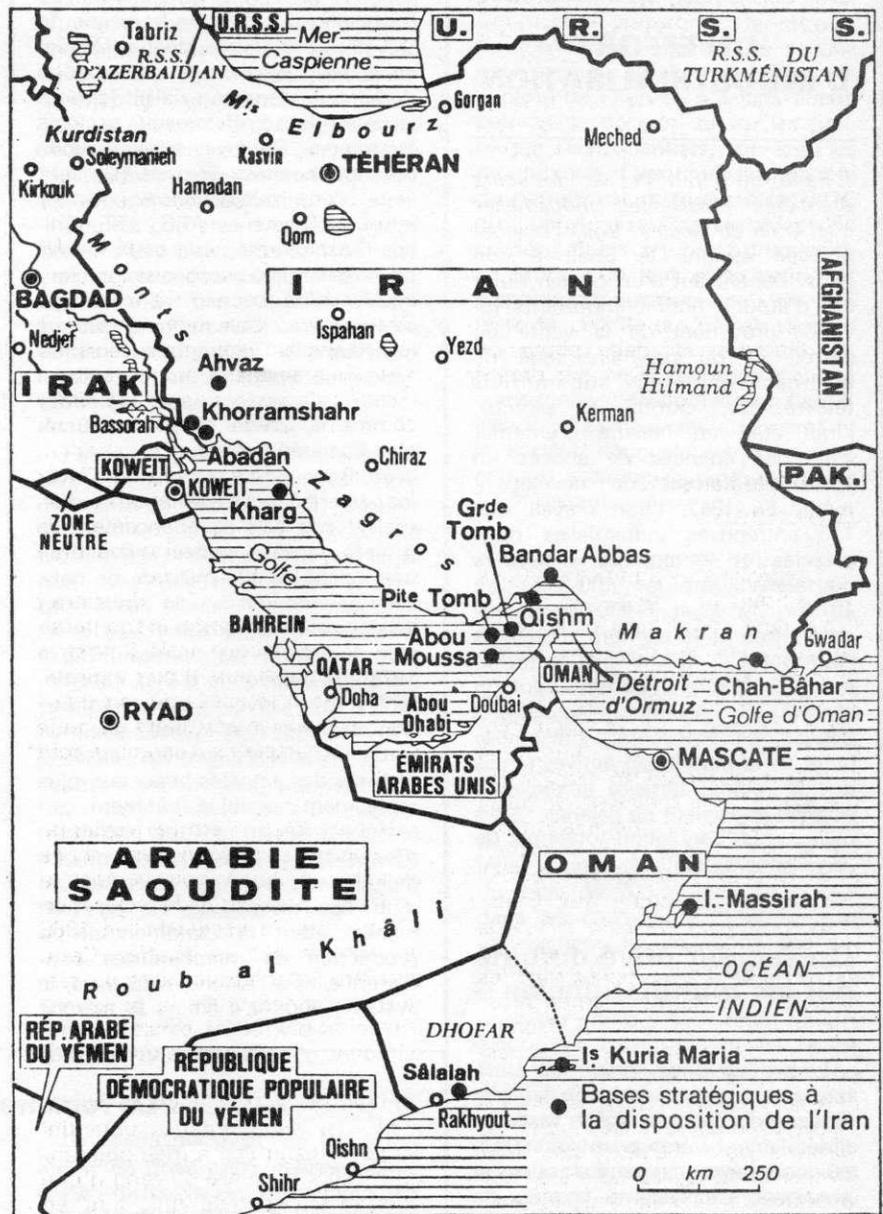
tant que nouvelle superpuissance impérialiste, elle n'a cessé d'accentuer ses pressions sur l'Iran, afin que celle-ci renonce à permettre la construction de base de missiles nucléaires américains sur son territoire. Après avoir obtenu cette garantie, l'Union soviétique devait multiplier les accords économiques avec l'Iran. Cette coopération étroite entre les deux pays ne s'est pas démentie, puisqu'il a fallu attendre le départ du Shah, pour que l'URSS prenne ses distances avec ce régime. Sans jouer un rôle aussi important que les États-Unis, l'URSS occupe une place non négligeable en Iran.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1970, l'Iran commençait à fournir à l'URSS du gaz naturel, directement livré par un gazoduc qui traverse l'Iran et aboutit au Nord du pays à la frontière soviétique. L'accord de 1972 garantit à l'URSS un approvisionnement en gaz naturel pendant quinze ans. Ce gaz naturel lui a déjà permis d'industrialiser le Caucase, mais surtout de réaliser des profits fabuleux par la revente du gaz trois fois plus cher aux pays du COMECON. Les relations de l'Iran avec l'URSS ne se sont pas confinées au seul domaine économique, mais étendues au domaine militaire. En 1965, pour tenter de diversifier ses sources d'approvisionnement, l'Iran s'est procuré des armes auprès de l'URSS avec laquelle elle a signé un accord portant sur la fourniture de 110 millions de dollars d'armement. Dans les années qui suivirent, des accords furent conclus, concernant la livraison de canons antiaériens et d'engins blindés ; ces derniers ont servi ces derniers mois à réprimer le mouvement populaire.

L'URSS s'intéresse également au pétrole iranien. Un premier accord a déjà été signé entre les deux pays, qui porte sur la prospection pétrolière commune de la mer Caspienne.

Jusqu'à novembre 1978, l'URSS avait observé un silence total sur le soulèvement populaire qui se déroulait en Iran, soucieuse qu'elle était de conserver ses bonnes relations avec le régime du Shah. A partir de cette date, l'URSS a fait mention des manifestations qui secouent l'Iran depuis des mois, mais en attaquant l'opposition religieuse dont, d'après *La Pravda*,

## Une position stratégique



«le haut clergé voulait utiliser le mécontentement des larges masses dans ses propres buts».

A la suite du départ du Shah, la position soviétique a changé du tout au tout puisque le 2 janvier dernier, les *Izvestia* font l'éloge de l'Ayatollah Khomeiny. Ce revirement est à la hauteur du changement survenu dans le rapport de forces entre le Shah et le mouvement populaire. L'URSS se ménage ainsi la possibilité d'une coopération avec le futur régime iranien, afin de sauvegarder ses inté-

rêts et d'accentuer sa pénétration en Iran.

Alors que les États-Unis tentent, malgré l'ampleur du terrain perdu, de maintenir l'essentiel de leurs intérêts en Iran, l'URSS vise le golfe persique, artère vitale pour l'approvisionnement de l'Europe. Sillonnant l'Océan Indien, renforçant sa pénétration dans la région, notamment au Yémen du Sud, appuyant un coup d'État en Afghanistan, l'URSS poursuit ses manœuvres d'encercllement autour de l'Iran.

## UN EFFORT D'INDUSTRIALISATION

Faire de l'Iran l'*«une des cinq premières puissances industrielles d'ici la fin du siècle»*. Voilà l'objectif qu'avait assigné le Shah à son pays. Bénéficiant d'un certain nombre d'atouts, dont d'importants revenus provenant de la vente du pétrole et du gaz ainsi que de gisements minéraux substantiels (cuivre, fer, chrome et plomb), l'Iran était en mesure d'entamer avec des chances de succès un vaste programme de développement. En 1947, l'Iran n'avait que 175 entreprises industrielles dites grandes et le nombre d'ouvriers n'atteignait pas les 100 000 ; en 1972, il y avait 6 000 «grandes» entreprises et le nombre d'ouvriers était passé à 1,8 million. Actuellement, — chiffre important pour un pays du Tiers Monde — les ouvriers d'industries représentent presque le quart de la population active, tandis que le secteur tertiaire emploie un nombre équivalent de salariés : trois millions. La population totale est de 35 millions d'habitants.

### Un secteur privé dominé par les multinationales

Le secteur privé iranien est étroitement lié aux multinationales par l'intermédiaire des *«joint venture»* (littéralement : entreprise commune) où coopèrent capitaux locaux et étrangers. Ce système favorise de fait les multinationales qui non seulement se voient ainsi ouvert le marché iranien, mais de plus bénéficient de la «protection» de l'Etat iranien en plus des multiples avantages accordés sur place. Au départ, l'essor du secteur privé est parti d'un groupe d'entrepreneurs dans lesquels on trouve des agents d'import-export, d'anciens commerçants du bazar ainsi que des propriétaires dépossédés de la plus grande partie de leurs terres par la réforme agraire. L'Etat, désireux dans un premier temps de remplacer une partie de ses importations par une production locale a apporté

son appui à l'essor du secteur privé par des aides et des subventions financières. La Banque Iranienne de Développement Industriel et Minier créée en 1959 avec la participation de banques étrangères allait faire un large appel d'offres aux sociétés étrangères. Dans les sociétés mixtes, les capitaux *«associés»* sont ceux des multinationales (on y retrouve Siemens, AEG, ITT, Philips, Toshiba, etc...) et ceux fournis par l'Etat et la bourgeoisie iranienne. Dans le secteur bancaire qui s'est considérablement développé (en 10 ans le nombre de succursales a presque sextuplé), les capitalistes locaux s'associent aux *«grands»* comme la Chase Manhattan Bank ou la Société Générale.

La Banque d'Iran pour le Développement et l'Exploitation Industriels a pris part au financement de projets dans le secteur privé pour une valeur de 120 milliards de rials, soit environ 60 % du total des investissements faits pendant le V<sup>e</sup> plan (couvrant les années 1972 à 1978). Si des fonds d'Etat considérables sont investis dans l'édification de l'industrie lourde, des milliards de dollars servent aussi à financer des activités beaucoup plus rapidement rentables (bâtiment, automobile, électro-ménager) ou destinées avant tout à l'exportation. Le maintien de salaires misérables et d'un bas niveau de vie en Iran même, étant la condition de la production de marchandises concurrentielles à l'extérieur du pays, le système aboutit à limiter le marché

intérieur du pays. Comment en effet la masse des paysans pauvres (dont le revenu annuel est inférieur à 90 F par mois) et même les ouvriers (dont le salaire varie entre 250 et 500 francs mensuels) pourraient-ils constituer une clientèle pour les automobiles, réfrigérateurs et appareils fabriqués par les entreprises en *«joint-venture»* (capitaux mixtes) ?

Seuls 4 % de la population dispose de plus de 1 600 F par mois et forme ainsi la couche privilégiée du régime, alors que 75 % de la population a un revenu inférieur à 90 F par mois.

Le choix du régime a été d'orienter l'économie vers le marché extérieur, comme le disait très clairement un ministre de l'Industrie et des Mines : *«Les investisseurs étrangers ne doivent pas venir en Iran pour le marché intérieur, mais pour le marché international : ils doivent se servir des capacités de l'économie iranienne pour se servir dans le marché mondial»*. Ce système a secrété une corruption généralisée qui gangrène tout l'appareil d'Etat iranien : les licences sont accordées moyennant le versement systématique de *«pots de vin»*. *«A l'heure actuelle»* déclare un banquier allemand, *«pour réussir une affaire importante, il faut prévoir 10 % de marge à dépenser en dessous de table»*. Estimation trop faible selon un directeur d'agence : *«Les prétentions sont de plus en plus éhontées : pour un projet de 150 millions de marks, les négociateurs réclamaient 30 % à la firme*

### La fortune du Shah

*45 familles contrôlent 85 % du capital des sociétés ayant un capital supérieur à dix millions de rials (1 rial = 0,67 F). Parmi celles-ci, il en est une qui grâce à la place qu'elle a occupée pendant 25 ans à la tête du pays, a réalisé une des plus grosses fortunes du monde : celle des Pahlévis.*

*Le Shah lui-même était actionnaire (et souvent majoritaire) dans de très nombreuses sociétés : Banque de développement rural, Société iranienne de transport pétrolier, Société des transports maritimes du Golfe, Société des cimenteries de Fars, Entreprise de fabrication de*

*papier «Pak», Société de tuyauteries d'Iran, Banque Ettebarat, Banque anglo-iranienne, Assurance «Iran», Raffinerie de sucre de Chiraz, Société Iranit, BP Goodrich, Usine de produits pharmaceutiques, etc. Il faudrait y ajouter la longue liste des hôtels, casinos, bars, restaurants dont il s'était rendu acquéreur ou dans lesquels il possédait les parts : Hôtel Darband, de Ramsar, de Zakhsar, casino et motel de Ramsar, hôtel Vanak, Chiraz, Bou-Ali de Hamadan, restaurant Résidence, etc. Sans compter des participations à des affaires diverses à l'étranger (notamment aux USA).*

la mieux placée pour obtenir la commande. Il a fallu trois semaines de négociations pour obtenir qu'ils se contentent de 15 %». BMW est la société la mieux cotée dans le monde pour la qualité de ses voitures et de ses motocyclettes à l'usage de la police ; mais ses dirigeants manquent, paraît-il, de compétence en matière de pots de vin. Et voilà pourquoi, dit-on à Téhéran, ce sont les Harley Davidson qui équipent la police municipale. Mais les fabuleux profits réalisés en Iran par les sociétés étrangères leur permettent de consentir quelques «sacrifices» et d'étendre ainsi la corruption.

## Un secteur d'Etat important

L'Etat joue un rôle de première importance dans la vie économique du pays. Il est le premier employeur avec 20 % de la population active qui travaille à son service. Se chargeant principalement des grands investissements dans l'industrie lourde et pour l'infrastructure du pays (routes, ports, chemins de fer), il est le premier constructeur et le premier importateur. Il possède l'industrie pétrolière, la sidérurgie, les forêts, les mines, les usines de munitions et d'armements, les fabriques de cigarettes et de tabac, ainsi que les grands services publics. Néanmoins, le recours massif aux importations pour tout ce qui concerne les produits finis de consommation courante devait s'avérer fatal à de nombreux petits entrepreneurs locaux qui devaient disparaître au début des années 60, faute de pouvoir résister à la concurrence étrangère. Cette crise amena le pouvoir iranien à envisager de produire sur place un certain nombre de biens de consommation se substituant aux importations. Pour cela, il fit largement appel aux multinationales. Cette situation devait avoir d'importantes conséquences sur la structure du secteur d'Etat. Notamment, l'Etat, sous le poids des trusts étrangers, devait perdre pour une large part le contrôle de l'orientation et de la masse des investissements. Ainsi, y compris dans le secteur d'Etat, certaines entreprises fonctionnent avec des capitaux mixtes : la pétrochimie et l'industrie métallurgique

absorbent à elles seules 58,5 % des investissements industriels du plan. L'usine de machines-outils de Tabriz entreprise nationale construite en coopération avec la Tchécoslovaquie après un accord conclu en 1967, a été rendue partiellement au secteur privé par le recours à Massey-Ferguson, firme chargée du réaménagement de l'usine.

D'autre part, les premières grandes unités industrielles qui ont été construites en coopération avec les pays de l'Est ont vu, avec l'automatisation du travail, diminuer les possibilités d'emploi de la main d'œuvre locale, au profit de techniciens étrangers.

Favorisés ainsi par l'implantation des capitaux étrangers, des choix aberrants ont été faits. On cite par exemple le cas de la grande aciérie d'Aryamehr, construite près d'Isfahan avec des techniciens soviétiques : elle fonctionne au charbon, alors que l'Iran était le deuxième exportateur mondial de pétrole.

Enfin, aspect non négligeable du fonctionnement du secteur d'Etat, certaines unités de production, dans lesquelles une grande quantité de capital a été investie, tournent nettement en dessous de leurs capacités. C'est le cas par exemple de l'industrie automobile, dont les usines de montage ne tournent qu'à 30 % de leur capacité.

## La part du pétrole dans l'économie

Le «pari» qui avait été lancé par l'Iran de construire une économie moderne reposait en grande partie sur les immenses revenus procurés par le pétrole aux capitalistes iraniens. 80 % des recettes budgétaires de l'Etat et 85 % des ressources en devises du pays étaient, ces dernières années, liées au pétrole. Pour comprendre la place prise par le pétrole dans l'économie iranienne, il est nécessaire de revenir quelques années en arrière.

En 1973, un nouvel accord conclu entre les compagnies composant le consortium des pétroles et la Société Nationale Iranienne des Pétroles (N.I.O.C.) donne la maîtrise complète du secteur pétrolier et

gazier à l'Iran et modifie les perspectives de développement du pays. Cet accord transforme le consortium en simple société de service qui produit le pétrole pour le compte de l'Iran et n'a plus aucun pouvoir de décision ni sur les prix, ni sur les quantités, ni sur les programmes. Désormais la propriété du pétrole est restituée à la NIOC qui vend aux compagnies du consortium les 3/5 de la production au prorata de leur participation et commercialise elle-même les 2/5 restants. 90 % du pétrole iranien est produit dans le cadre de cet accord. La NIOC et quatre autres compagnies constituées par l'association de compagnies étrangères et la société nationale iranienne des pétroles assurent la production des 10 % restants.

Membre de l'OPEP, l'Iran y a longtemps joué un rôle important en faveur de la hausse du prix du brut, ce qui eut pour effet de renforcer le poids du Tiers Monde sur la scène internationale. Ces augmentations du prix du pétrole ont eu d'importantes répercussions sur l'économie iranienne. Tout d'abord, la seule augmentation de 1975, décidée au Conseil ministériel de l'OPEP (hausse de 33 cents par baril) a provoqué un afflux supplémentaire de 700 millions de dollars dans les caisses de l'Etat iranien. Inversement, la diminution des exportations de pétrole entre mai 1974 et mai 1975, d'environ un million de barils par jour a provoqué un nouvel à-coup, en faisant baisser les recettes (de près de 4 milliards de dollars). Ces brusques changements d'autant plus durement ressentis du fait de la dépendance de l'économie iranienne par rapport aux demandes en pétrole des pays impérialistes, ont accentué son dysfonctionnement. L'inflation a bien sûr avant tout aggravé les conditions de vie du peuple ; les paysans en particulier ont vu leurs revenus bloqués pendant plusieurs années, et les hausses de salaires consenties aux ouvriers et employés ont été loin de compenser celle des prix. C'est ainsi également que ces trois dernières années, la balance des paiements de l'Iran a enregistré pour la première fois un déficit. Fait nouveau, puisque l'Iran avait entrepris les années précédentes le remboursement anticipé de sa dette extérieure publique ; il avait de



De la mer Caspienne au Golfe : l'axe d'industrialisation.

même accordé des prêts au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale à destination des pays du Tiers Monde, ou directement à certains d'entre eux.

Ainsi, la dépendance étroite de l'économie iranienne envers les demandes en pétrole des pays impérialistes devait, avec les à-coups provoqués par la crise, aggraver ses propres difficultés. En effet, la pénurie de cadres et de main d'œuvre qualifiés, la disproportion entre l'infrastructure routière, ferroviaire, portuaire existante et celle nécessaire ont accentué les effets de la crise. Dans les ports de Khoramchar et de Bandar-Chapour, c'est ainsi plus d'un milliard de dollars qu'a dû verser l'Iran en 1975-76 aux compagnies de navigation, à titre de compensation pour les délais trop longs de déchargement. Enfin, il est clair que le poids-même des capitaux étrangers et notamment américains, la localisation des installations portuaires, des routes et des

aérodromes au service essentiellement des exportations ne pouvaient permettre une réorientation, un redressement de l'industrie.

Aggravé par la crise économique des pays capitalistes, le mauvais fonctionnement de l'économie iranienne lancée dans un vaste programme de développement a contribué au mûrissement des contradictions au sein de la société iranienne.

## LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE

L'agriculture est un des secteurs de l'économie iranienne où les transformations ont le plus affecté la structure sociale :

42

Certaines couches sociales sont irrémédiablement condamnées par ce nouveau type de développement. C'est en particulier le cas des paysans sans terre, victimes de la « Révolution Blanche » du Shah, qui les a poussés vers les bidonvilles des grandes cités.

## La révolution blanche à l'origine de l'insurrection de 63

La réforme agraire envisagée par le régime dès le début des années 1950 se proposait de détruire les structures féodales de l'Iran, en modernisant l'agriculture pour l'adapter aux nouvelles exigences du capitalisme.

Dans une première étape qui va de 1963 à 1964, le gouvernement met en vente les terres qu'il a rachetées aux grands propriétaires

terriens : seuls 7 à 8 % des paysans, ceux qui possèdent un «*nassagh*», c'est-à-dire un droit acquis pour avoir cultivé une terre pendant 10 ans, peuvent accéder à la propriété dans cette première phase. Un autre obstacle réduit le nombre de postulants : pour acheter ces terres, le candidat à la propriété est obligé de prendre un crédit sur 15 ans. Une deuxième phase de la réforme a vu de 1964 à 1967 l'Etat — en tant que partenaire — encourager les propriétaires fonciers et les paysans acheteurs des terres, à former des sociétés agricoles par action. C'est un échec car les paysans ont acheté des terres dont la superficie est insuffisante pour leur permettre de vivre ; ils sont obligés en plus de travailler comme ouvriers agricoles sur les terres de la société dont ils sont actionnaires ; ils participent aux frais de production, au même titre que les propriétaires fonciers ; ils sont donc écrasés par l'endettement. Les chiffres officiels sont loin de la réalité quant au résultat de la réforme agraire ; on peut estimer qu'en 16 ans seulement 5 % des paysans accédaient à la propriété, tandis qu'un million d'entre eux venaient rejoindre le sous-prolétariat qui habite les bidonvilles ceinturant les grandes cités. La 3<sup>e</sup> phase de la réforme agraire a été particulièrement catastrophique, puisque devant les échecs précédents et «*conseillé*» par les experts américains, le régime iranien a fait largement appel aux firmes agro-alimentaires, dominées par les multinationales américaines.

Le recours massif à l'agro-business eut pour effet d'achever la disparition de milliers de petites exploitations jugées non-rentables et une dépendance grandissante vis-à-vis de l'étranger pour couvrir les besoins de la consommation iranienne. Les mouvements de capitaux sans restrictions sont venus se greffer exclusivement sur le secteur à la plus haute rentabilité : l'agro-industrie. D'abord hostile à la réforme agraire, l'ancienne aristocratie foncière finit par se rallier à la réforme ; aujourd'hui, elle est associée dans sa majorité à la modernisation de l'agriculture ou à l'industrie. Elle est intégrée dans la bourgeoisie urbaine déjà tournée vers les affaires «*modernes*» et l'association avec les monopoles étrangers. Pour

accélérer ce processus, les anciens propriétaires terriens ont été indemnisés en participations aux sociétés et entreprises industrielles que l'Etat gère ou met en chantier.

## La politique des «pôles de développement»

Autre facteur qui a accéléré la ruine de milliers de petits paysans, la politique des «pôles de développement».

L'agriculture iranienne est une agriculture extensive où les immenses steppes sont utilisées pour l'élevage et où les exploitations sont très dispersées. Désireux de remédier à cette faible productivité, l'ex-ministre de l'Agriculture, Mansour Rowhani a défini la politique des «*pôles de développement*» comme «*un découragement positif hors des limites des pôles... La Banque agricole ne doit pas y accorder de crédits, la Société nationale des pétroles y vendre du fuel à bon marché, le ministre de l'Agriculture n'y doit pas assurer la protection des cultures, la vulgarisation, la location-vente des machines agricoles... On n'y doit point bâtir d'écoles ni de dispensaires ni fournir de routes et d'électricité. Ainsi la migration des populations vivant en dehors des pôles vers ceux-ci pourra être encouragée*».

Conséquences immédiates : sous-emploi et chômage pour un grand nombre de paysans, fuyant la désertification de vastes zones du pays. Conséquences économiques : sont abandonnées des ressources naturelles gratuites (pâturages qui donnent plusieurs millions de tonnes de plantes fourragères), et commence le remplacement de l'élevage ovin et caprin par celui de bovins «*importés*».

Depuis la fin des années 60, l'agriculture iranienne ne couvre plus les besoins alimentaires du pays qui est devenu un des plus grands importateurs de produits agricoles du Moyen-Orient. La réforme agraire a fait disparaître un grand nombre de cultures vivrières, rendant nécessaire l'importation des denrées agricoles constituant la base de la nourriture nationale : blé

et riz américain, oignons pakistanais, mouton australien et beurre d'Europe. S'ajoutent à cela, une inflation record (30 %, officiellement 20 %) et l'intégration de l'économie iranienne au marché mondial.

Telles sont les principales bases sur lesquelles s'est ouverte la crise économique qui frappe l'Iran depuis la fin des années 60. Confronté à la misère et à l'oppression, le peuple s'était déjà soulevé le 5 juin 1963. Ce jour là, sous l'impulsion des chefs religieux progressistes, en particulier l'Ayatollah Khomeiny, des soulèvements eurent lieu dans les principales villes du pays. Le mouvement avait un caractère spontané mais mobilisait plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Les ouvriers, les petits commerçants du bazar (eux aussi victimes de la «*Révolution blanche*») les étudiants, et d'autres couches du peuple descendaient dans la rue pour protester contre la dictature, contre la «*Révolution blanche*» du Shah et contre la loi de la «*capitulation*» (loi d'immunité générale pour les citoyens américains se trouvant en Iran). Le Shah n'hésita pas à lancer l'armée contre les manifestants. Plus de 15 000 manifestants furent tués et des centaines d'autres blessés et emprisonnés.

C'est à la suite de ce soulèvement que l'Ayatollah Khomeiny fut contraint de s'exiler, d'abord en Turquie, puis en Irak.

## LES COMPOSANTES DU MOUVEMENT

### L'opposition religieuse

Depuis le soulèvement du 6 juin 63 et la répression qui s'en suivit, le clergé musulman chiite n'allait cesser de jouer un rôle actif dans la lutte contre le régime du Shah. L'audience acquise par l'opposition religieuse au sein du mouvement populaire s'explique en partie par le rôle social important joué par la religion en Iran. Selon un proche de Khomeiny : «*c'est un devoir religieux que de faire de la politique*».

L'opposition religieuse représente un énorme potentiel avec entre autres 60 000 étudiants dans les écoles coraniques et universités théologiques. La base sociale de la hiérarchie chiite est composée actuellement de la moyenne et de la petite bourgeoisie commerçante dont la couche la plus nombreuse est formée des commerçants et artisans du bazar qui, par leurs dons, financent les activités religieuses. Pendant les grèves qui ont accompagné le soulèvement populaire, ces fonds ont été utilisés principalement pour financer les grévistes et soutenir les victimes de la répression. Après le coup d'Etat de 1953, où partis politiques, syndicats et associations professionnelles ont été interdits, la mosquée va devenir le lieu privilégié de la vie sociale, lieu de débat politique d'où seront lancés les premiers appels à la révolte. C'est principalement de cette situation que découle le rôle pris par l'opposition religieuse dans le mouvement. Les tentatives du Shah pour briser l'unité de l'opposition religieuse en s'appuyant sur les membres modérés de la hiérarchie chiite, échoueront devant l'ampleur du mouvement populaire qui a contraint les religieux à radicaliser leurs positions. Ainsi l'opposition religieuse a su se saisir du sentiment national qui s'opposait à la pénétration de l'impérialisme, tout en tentant d'y substituer une identité nationale puisée dans la religion. Le projet politique de l'opposition religieuse, visant à instaurer une république islamique basée sur les lois du Coran, s'est modifié devant la réalité de l'exercice du pouvoir. D'une part, la petite bourgeoisie représentée par Khomeiny, une fois le régime du Shah abattu, a réalisé son incapacité à diriger seule les affaires du pays ; elle a donc dû faire appel à la bourgeoisie nationale, principalement représentée par le Front National pour partager le pouvoir avec elle. Le Front National regroupe un certain nombre de gestionnaires de l'Etat, qui tinrent les rênes du pays sous Mossadegh. Le choix de désigner Bazargan comme premier ministre est significatif à bien des égards : à la fois proche du Front National et des milieux religieux, cet ingénieur qui possède une usine de fabrication de turbines fut président de la NIOC (Compagnie Nationale des Pétroles Iraniens) sous Mossadegh.



Samedi 10 février 1979, soldats et manifestants défilent dans les rues de Téhéran.

D'autre part la pression des masses pour obtenir une véritable démocratie pour les travailleurs et une épuration réelle de l'appareil d'Etat, en particulier de l'armée, n'a pu être ignorée par le nouveau régime. Si l'épuration reste sommaire, la mobilisation populaire se montre déterminée à la poursuivre. De même le nouveau pouvoir doit tenir compte des révolutionnaires qui, prenant une part importante dans l'insurrection populaire armée qui a mis fin au régime du Shah, restent vigilants dans la poursuite de la lutte et refusent de voir les intérêts des travailleurs sacrifiés au profit de la petite et moyenne bourgeoisie maintenant installée au pouvoir.

## Le Front national

Formation regroupant divers courants de l'opposition laïque, le Front National revendique l'héritage de Mossadegh (premier ministre iranien qui en 1951 nationalisa le pétrole et fut renversé par le Shah en 53). Le Front National est composé outre de mossadeghistes (bourgeoisie na-

tionale), de libéraux et de sociaux démocrates. Son dirigeant, Karim Sandjabi est ministre des affaires étrangères dans le nouveau gouvernement : le 5 novembre 78 il avait signé avec Khomeiny un accord portant sur l'unité d'action jusqu'au départ du Shah. Cette collaboration avec l'opposition religieuse s'est poursuivie puisque Bazargan a largement fait appel au Front National dans la composition du nouveau gouvernement ; outre les affaires étrangères, cette formation hérite du ministère du travail et des affaires sociales. Il semble que des contradictions importantes traversent actuellement le Front National, le comité chargé de réorganiser le Front National reproche en particulier à ses dirigeants de s'être totalement alignés sur les positions du gouvernement islamique sans défendre leur propre point de vue. Ce parti a compris le danger qui peut résulter pour la bourgeoisie nationale qu'il représente de l'apparition d'un divorce entre les organes de pouvoir mis en place et les masses populaires qui ne s'y reconnaîtraient plus. Afin d'obtenir ce consensus, ce comité réclame une participation plus large des différentes forces au Conseil révolutionnaire.



Téhéran le 1<sup>er</sup> février 1979, retour de Khomeiny.

## Le parti révisionniste Toudeh

Créé en 1941 pour succéder au Parti Communiste d'Iran, le parti Toudeh devait se caractériser par son réformisme et son légalisme qui aboutirent à son refus d'organiser la résistance populaire face au coup d'Etat qui renversa Mossadegh en 53. C'était alors le seul parti capable d'organiser la riposte par sa forte implantation dans les masses et ses militants présents dans l'armée iranienne, dont un nombre non négligeable parmi les officiers supérieurs. Le parti Toudeh non seulement n'a pas réagi, mais de surcroît, le Comité Central appela les militants à renier leur appartenance à l'organisation. Cette trahison qui coûta la vie à de nombreux militants, dont 70 officiers, reste ancrée dans la mémoire du peuple iranien, expliquant le faible écho recueilli par ce parti dans le mouvement qui a renversé le régime du Shah. L'autre

raison de son isolement vient du fait de son alignement total sur les positions soviétiques d'où son surnom de «parti de l'étranger». D'autre part, le Toudeh fait preuve d'un opportunisme qui ne connaît pas de bornes ; alors qu'il y a encore quelques semaines, il appelait à la création de son propre Front Uni et se prononçait pour la lutte armée, ses dernières prises de position indiquent un revirement important puisqu'il s'est aligné récemment sur les positions de Khomeiny, appelant comme lui à la reprise du travail. Le secrétaire général du Toudeh, Nouredine Kianouri a même été jusqu'à déclarer à un journal américain : *«Je crois qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre le socialisme scientifique et le contenu social de l'islam»*. Etrange coïncidence, quelque temps avant que le Toudeh fasse cette déclaration, l'URSS a fait savoir par l'intermédiaire de la Pravda que désormais, elle entendait soutenir Khomeiny. Un alignement des positions qui

laisse craindre que le parti Toudeh se prête aux manœuvres de l'URSS. Cette dernière envisage d'autres moyens pour accentuer sa pénétration en Iran : d'autres appuis que les seuls «partis frères» ont déjà été utilisés par l'Union Soviétique pour parvenir à ses fins. En Ethiopie, par exemple, c'est en s'appuyant sur une fraction de l'armée que les Soviétiques sont parvenus à retourner la situation à leur profit par une succession de putschs.

## Les organisations révolutionnaires

Né dans le cours des années 60, le mouvement révolutionnaire s'est surtout affirmé à partir de 1970. Ainsi l'organisation des «Guerilleros-Fedayin du peuple» adoptait une tactique de guérilla par laquelle elle espérait faciliter la prise de conscience des masses grâce à la constitution de foyers de lutte armée; dans

le nord du pays, la prise d'une caserne de gendarmerie occasionna par exemple 15 jours de combats. Les survivants de ces combats formèrent l'année suivante le mouvement des Combattants du peuple d'Iran, organisation se définissant comme marxiste-léniniste. Cette volonté-même de prendre pour base le marxisme-léninisme devait conduire une partie des militants à s'y opposer, à refuser une démarche matérialiste et à chercher une conciliation avec l'islam. Ceux-ci, s'affirmant «marxistes-islamiques» devaient se faire connaître sous le nom de Moudjahidin. Ces deux branches ont joué un rôle important dans les luttes de ces dernières années.

Les fedayin sont implantés parmi les ouvriers du pétrole d'Abadan et de la région, ainsi que dans le nord du pays, près de la mer Caspienne (où ils avaient commencé la lutte armée en 70) et dans l'Azerbaïdjan où ils se prononcent pour l'autonomie dans le cadre de l'Iran de cette province, comme pour celle du Kurdistan. D'autre part, de nombreux cercles locaux se réclamant du marxisme-léninisme sont apparus ou se sont développés à la faveur du mouvement populaire. Dernièrement, les Fedayin ont joué un rôle important dans l'insurrection armée qui a mis fin au régime du Shah, faisant bénéficier les masses de leur expérience de la lutte armée, les encadrant et désignant les objectifs de l'insurrection. Ils ont mis en avant le mot d'ordre des ouvriers d'Ahwaz qui ont pris position pour la création d'une «république démocratique et populaire» en Iran. L'organisation des Fedayin refuse actuellement de rendre ses armes et se déclare prête à poursuivre la lutte, lutte pour une véritable épuration de l'armée, mais également pour l'élaboration d'un véritable pouvoir populaire. Leurs revendications portent sur la destruction complète de l'armée du Shah et son remplacement par une armée populaire, sur la participation de délégués ouvriers et de délégués des groupes ayant pris part à l'insurrection armée, au Conseil révolutionnaire. Certaines de ces revendications sont soutenues par les Moudjahidin qui affirment avoir pour but «la société sans classes». Bien que ce mouvement se situe, par sa référence à l'islam, dans la mouvance de Khomeiny, certains

Moudjahidin ont récemment exprimé des positions de réserve ou de critique. Elles portent sur la façon dont le gouvernement provisoire a été constitué et plus largement témoignent de leur volonté de ne pas voir l'entourage de Khomeiny confisquer la victoire sur le Shah à son profit.



Le renversement par les armes du régime du Shah bouleversant les plans de l'opposition religieuse qui prévoyait une passation de pouvoir en douceur a eu pour première conséquence d'accroître le poids des révolutionnaires. Désormais, le nouveau régime est obligé de prendre en compte un certain nombre d'interrogations que se pose une frange importante de travailleurs sur l'avenir de l'Iran. Le nouveau régime iranien semble prêt à rompre les liens qui unissaient l'Iran à l'impérialisme américain. Bien que les Etats-Unis gardent des relations, y compris dans le domaine militaire (on parle déjà du retour de certains experts militaires américains) avec l'Iran, l'impérialisme américain perd une de ses principales bases d'appui dans la région. La rupture avec l'Afrique du Sud et avec Israël accompagnée d'un soutien apporté à la résistance palestinienne modifie considérablement le rapport de forces dans la région et amorce le début d'une politique de non alignement. Reste à savoir si les nouveaux dirigeants iraniens sauront faire preuve d'autant de vigilance avec le social-impérialisme soviétique. L'URSS qui après avoir soutenu le Shah jusqu'au dernier moment, ne jure plus que par Khomeiny et le régime islamique, voit désormais son principal rival chassé d'Iran. Elle va certainement multiplier les tentatives pour s'introduire en Iran, se servant du «sou-

tien» qu'elle apporte au mouvement kurde et aux séparatistes d'Azerbaïdjan pour accentuer sa pénétration.

D'autre part, le changement de régime qui s'est produit ouvre de nombreuses questions sur l'évolution de la situation en Iran même. Maintenant que la petite bourgeoisie, essentiellement représentée par l'opposition religieuse et la bourgeoisie nationale (Front National) se trouvent à la tête du pays, comment va se poursuivre la lutte de classes ? D'ores et déjà, apparaissent quelques grands traits : les religieux auront-ils les moyens d'imposer un consensus ? Ou bien les divisions qui se manifestent iront-elles en s'approfondissant ? Le caractère restreint et forcé des épurations dans l'appareil d'Etat marque les limites du changement et la contradiction certaine qu'il entretient avec les aspirations des masses populaires ; les revendications d'épuration complète de l'appareil d'Etat, de création d'une armée populaire, de participation des travailleurs au pouvoir sont la preuve de cette volonté du peuple de ne pas en rester à un simple changement de régime. De la capacité des révolutionnaires iraniens à tracer la voie de la lutte contre la bourgeoisie au pouvoir, à imposer le respect des droits démocratiques, la liberté d'organisation et d'expression pour les masses populaires dépend l'avancée de la lutte de classes en Iran. C'est à eux qu'il appartient de tracer la seule voie stratégique possible pour satisfaire les revendications des travailleurs et du peuple, pour réaliser la destruction de l'appareil d'Etat qui opprime les masses : la voie de la révolution socialiste. Ce sont désormais ces luttes ainsi que l'enjeu essentiel que représente l'indépendance nationale du pays qui apparaissent sur le devant de la scène, une fois la dictature sanglante du Shah renversée.

19/2/1979